

Le pouvoir aux travailleurs

27 avril 2005

N° 114

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
EDITORIAL:	
- LES TRAVAILLEURS N'ONT AUCUNE ILLUSION A SE FAIRE SUR LES SIGNATAIRES DE L' ACCORD DE PRÉTORIA	2 - 3
- APRÈS PRÉTORIA LE PRÉSIDENT FAIT SON "FARO"!.....	4
- PAROLE DE POLITICIEN AUX DENTS LONGUES !	4 - 5
- DES CONFLITS ETHNIQUES GRAVES DANS L'OUEST WÉ	5 - 6
- MIEUX VAUT ETRE RICHE ET EN BONNE SANTÉ PLUTÔT QUE PAUVRE ET MALADE !	7
- LE GROUPE CIE-SODECI PRIVE LES POPULATIONS PAUVRES DES BAS QUARTIERS D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ	7 - 8
- INSÉCURITÉ À ABIDJAN: UNE SITUATION PLUS QUE PRÉOCCUPANTE	8 - 9
- ABIDJAN SOUS LES ORDURES: C'EST LA FAUTE AUX AUTORITÉS!	9 - 10
- FILTISAC: UN ACCIDENT GRAVE A IMPUTER AUX PROFITS PATRONAUX	11
- BÂTIMENT : LES TRAVAILLEURS DE ROSIERS GAGNENT UNE PREMIÈRE VICTOIRE SUR LEUR EMPLOYEUR	11 - 12

LES TRAVAILLEURS N'ONT AUCUNE ILLUSION A SE FAIRE
SUR LES SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PRETORIA

Les principaux protagonistes de la crise ivoirienne se sont rencontrés du 3 au 6 avril à Prétoria, en Afrique de Sud, autour de Thabo Mbeki qui jouait le rôle de "médiateur". C'est la cinquième rencontre du genre depuis l'éclatement de la crise en septembre 2002. La première avait eu lieu à Linas Marcoussis, les autres à Accra. Cette fois-ci comme précédemment il s'agissait de tenter de trouver une solution à cette crise qu'ils ont créée de toute pièce et qui conduit le pays vers le chaos.

Les "accords de Prétoria" n'apporteront pas plus de solution à la crise que les accords passés. Même la simple question de l'éligibilité à la présidence n'a pas été réglée une fois pour toute. Le président sud africain s'est contenté d'envoyer des lettres à chacun des participants à la négociation. Dans cette lettre, il demande en substance la clémence de Gbagbo à consentir à la modification de l'article en question en usant de ses pouvoirs.

De retour à Abidjan, Gbagbo a dit qu'il allait "consulter le peuple" comme il avait procédé à la suite des accords précédents. Suivant que cela l'arrangera ou pas et surtout selon les pressions qu'il aura subies il dira que c'est l'intérêt du peuple qui aura guidé sa décision. Des gens acquis à sa cause et imbibés du poison de "l'ivoirité" iront crier leur colère. Nous savons déjà par exemple que les responsables des organisations et confédérations syndicales, au lieu de se pencher sur le sort des travailleurs qui depuis plus de deux ans subissent une dégradation sans précédent de leurs conditions d'existence, prônent la reprise de la guerre parce qu'ils y trouvent certainement leurs intérêts. Et c'est ce que Gbagbo attend peut-être, pour dire que le "peuple" ne veut pas de cette forme de modification de la constitution.

Selon les toutes dernières informations, il a finit par donner le feu vert pour que Ouattara puisse se présenter à la future élection présidentielle sans toute fois donner de solution à la question de la liste

électorale qu'il veut confier à l'INS (institut nationale de statistique) et donc du droit de vote. En plus, il annonce s'arroger le droit d'utiliser l'article 48 quand il le veut.

Mais Gbagbo comme ceux qui voudraient prendre sa place même s'ils n'ont que le mot "peuple" dans leur bouche, se moque éperdument de la souffrance de celui-ci. Dans la zone sous contrôle gouvernemental, où pourtant les choses sont un peu moins pires par rapport aux zones assiégées, la dégradation des conditions de vie des pauvres ne cesse de s'aggraver. Les usines ferment les portes les unes après les autres. Celles qui se maintiennent tant bien que mal licencient ou mettent les travailleurs en congés techniques forcés ou à la retraite anticipée avec presque rien comme solde. Même le petit commerce où les femmes des travailleurs se débrouillent en vendant de petites choses, connaît aussi des difficultés. Pendant ce temps les prix ne cessent d'augmenter avec les conséquences que l'on sait sur la vie des petites gens.

Oui, au moment où les politiciens détournent l'attention des travailleurs de l'essentiel, c'est-à-dire de leurs conditions d'existence, en les entraînant dans les méandres de leurs préoccupations politiciennes, la classe exploiteuse elle, en profite pour donner des coups au monde du travail.

Pendant aussi que Gbagbo continue sa politique criminelle, pendant que les ministres issus de la rébellion font leur retour en fanfare en déclarant leur grande satisfaction, pendant que les maires et le gouverneur du district, en toute irresponsabilité, se rejettent la responsabilité, la capitale croule sous le poids des ordures ménagères et se trouve sous la menace d'une grave épidémie.

Mais tous ces problèmes cruciaux pour la population, ne sont aucunement la préoccupation de ces hommes politiques qui se pavanent de capitale en capitale à la recherche, disent-ils d'une solution à la crise qu'ils ont suscitée et créée. Les travailleurs et l'ensemble de la population laborieuse de ce pays ne doivent rien attendre d'eux.

APRÈS PRÉTORIA LE PRÉSIDENT FAIT SON "FARO"!

Depuis son retour de Prétoria le président de la République reçoit "*les forces vives de la nation*". Dans un ballet bien orchestré, les délégations se succèdent les unes après les autres à son palais pour être "*consultées*".

On se rappelle que la principale décision des pourparlers de Prétoria a été que les trois protagonistes (Bédié, Ouattara et Gbagbo) soient candidats d'office aux élections présidentielles de l'an 2005. C'est ce que le Gbagbo et ses frères ennemis ont signé. C'est cela dit-on qui ramènera la paix dans le pays.

On sait que la candidature d'Allassane est toujours restée une pierre d'achoppement depuis Bédié. Tant et tant de campagnes ont été faites pour faire croire aux gens que ce monsieur ne peut être candidat aux présidentielles en Côte d'Ivoire, qu'aujourd'hui le chef de l'Etat ne voudrait pas prendre sur lui le fait d'être celui qui a cautionné sa candidature. C'est pour quoi il organise tout ce cinéma. Des jeunes patriotes

aux religieux en passant par les chefs traditionnels et autres, tous parlent à peu près le même langage: "*nous te soutenons dans ta décision d'aller vers la paix*". Si demain Gbagbo n'a d'autre choix que de signer le décret officialisant la candidature d'Allassane, au moins il pourra se baser sur ces consultations qu'il a organisées pour se laver les mains. Le cas échéant, il dira que c'est le peuple qui a voulu cela.

Mais il a certainement d'autres raisons en cette période pré-électorale. Il profite de l'occasion pour se donner une image d'homme à l'écoute de la population et prêt à faire des sacrifices pour lui épargner des souffrances.

Même si tout se passe comme prévu par Prétoria jusqu'aux élections, ce qui est fort improbable, il serait précoce de crier à la paix retrouvée. Un candidat perdant peut prendre ou reprendre le maquis. Cela s'est déjà passé ailleurs et peut se reproduire ici.

PAROLE DE POLITICIEN AUX DENTS LONGUES !

"*Je ne suis pas venu au nom d'un parti politique...*". C'est Blé Goudé qui parlait ainsi lors de sa "*tournée*" dans le Guébié. Ce qui ne l'a, évidemment, pas empêché de demander aux populations de soutenir son mentor Laurent Gbagbo aux prochaines élections présidentielles. Il a même exhorté "*les cadres du Guébié*" à aider les parents qui n'ont pas les moyens de supporter les frais d'établissement de pièces d'identité", pour qu'ils puissent voter pour l'actuel président.

Eh oui, la misère dans les campagnes est telle que c'est un vrai casse tête même pour se faire établir

des pièces d'identité. Et si des politiciens sont intéressés à aider des gens pour qu'ils puissent voter, leurs promesses resteront lettre morte aussitôt les élections terminées. Les paysans pourront continuer à vivre dans leur misère, doublée quelque fois de la haine tribale ou ethnique que ces politiciens auront semé.

Ainsi, en se rendant dans cette région, Blé Goudé ne pouvait pas faire semblant de ne pas voir que même la sous-préfecture de cette région n'a même pas un "*château d'eau*" et encore moins une "*route bitumée*". Que cela ne tienne: il a promis de

parler personnellement au chef de l'Etat qui donnera une suite favorable afin que Gnagbodougoua ne soit pas

éternellement oublié". Il a quitté le village après son couplet anti Ouattara et les villageois attendent... le suivant.

DES CONFLITS ETHNIQUES GRAVES DANS L'OUEST WÉ.
--

Avec la guerre, cette région a été tour à tour entre les mains des rebelles, puis reprise par les forces favorables à Gbagbo. Entre deux, il y a eu pillages, massacres, et déplacements des populations dans un sens, puis dans l'autre. Cette région est aujourd'hui marquée par des problèmes graves qui peuvent déboucher sur un conflit inter ethnique majeur. D'autant plus qu'elle est alimentée par des propos haineux des "cadres" de la région qui en font à nouveau leur fond de commerce électoral.

A l'exemple des propos de cet ancien diplomate et président des arts et cultures Wé dans le Moyen Cavally. Il s'agit d'un ancien cadre du PDCI qui a viré au FPI, après avoir cligné des yeux vers le RDR. Ses propos ont été rapportés par la presse favorable à Gbagbo. Il parle de Baoulétisation de l'Ouest "Wé", de "convoyages de Mossis transformés en bétail électoral". Il accuse les uns et les autres d'avoir aidé les rebelles à massacrer les "autochtones", à "piller leurs richesses", à "Voler leur terre et dénonce leur "ingratitude". Ce monsieur ne voit évidemment pas d'autre alternative que le départ définitif de ceux qu'il qualifie d'"allogènes" de cette région. Il est fort à parier que ce genre d'individu n'habite pas tout le temps dans cette région et doit plus probablement se cacher quelque part à Abidjan du côté de Cocody ou de Riviéra Golf. Autrement, il oserait difficilement tenir de tels propos haineux.

La situation actuelle est telle que les agriculteurs Baoulé, Dioulà et

Burkinabé ont fuit leurs campements avec la reprise en main de ces régions par les forces armées gouvernementales et la prolifération des "milices". De nombreux campements ont été pillés et brûlés, en représailles à leur supposé soutien aux forces rebelles. Une grande partie des maisons et des plantations de ces agriculteurs, principalement de Cacao, ont été détruits par des "autochtones", notamment par des "déplacés de guerre" venant du haut Cavally, encore entre les mains des forces rebelles.

Aujourd'hui, ces agriculteurs Baoulé et Burkinabé veulent reprendre possession de ce qui reste, mais ils n'y arrivent pas et craignent même pour leur vie.

La situation semble assez grave pour que le "ministre de la réconciliation nationale", Dano Djédjé, un proche de Gbagbo, se rende dans la région et constate que "les haines et les rancoeurs accumulées au cours de ces dernières années peuvent déboucher en conflit ethnique très grave".

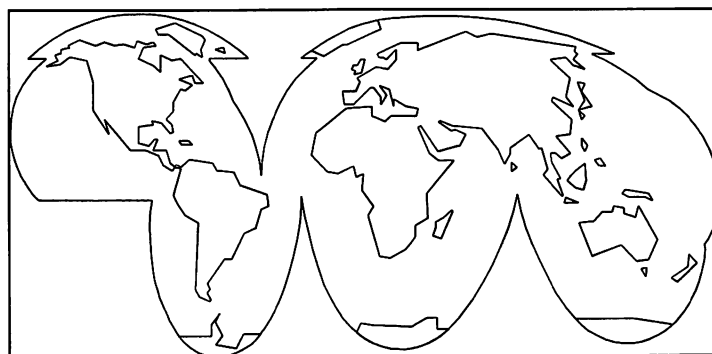
Ce qu'il oublie de dire c'est que ce sont, justement, les gens comme Gbagbo, qui, lors de leur campagne électorale passée, avaient annoncé que si le FPI arrivait au pouvoir, tous ces agriculteurs Baoulé et autres Dioulà qu'il qualifiait alors d'"allogènes" devraient, selon eux, regagner leur "région d'origine", parce qu'expliquait-il, la terre est quelque chose de "sacré" et appartient aux *autochtones*. Ce sont ce genre de propos qui ont conduit vers le conflit qu'on connaît

aujourd'hui.

Le FPI est incapable de résoudre un problème qu'il a lui-même alimenté. Il suffit, encore aujourd'hui, d'écouter les propos de ce Dano Djéjé pour le comprendre, alors qu'il a été spécialement dépêché pour "régler" ce problème: *"ne nous trompons pas d'adversaire, a-t-il dit. Il y a dans ce pays des personnes qui s'enrichissent grâce à la guerre et qui n'ont pas intérêt à ce qu'elle prenne fin"*. En quoi cela est donc en rapport avec ce conflit de terre? De plus, à propos d'enrichissement, est-il vraiment bien placé pour le dénoncer?

Les massacres, les pillages, et autres blessures encore ouvertes ne se régleront que par des gens de bonne volonté qui ont réciproquement intérêt à vivre dans la cohésion et l'entente. Quant à la cicatrisation, il faudra des années, peut-être des générations. S'il est bien facile de commettre ce genre d'incendie, il est bien plus difficile de l'éteindre. Et tous ceux qui ont allumé le feu, par leur plume, par leur parole, portent de lourdes responsabilités face à cette barbarie et il ne faudra pas compter sur eux pour l'éteindre, surtout à l'approche des futures élections.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

MIEUX VAUT ETRE RICHE ET EN BONNE SANTÉ
PLUTÔT QUE PAUVRE ET MALADE !

Depuis le mois de novembre 2004, l'hôpital général d'Anyama n'a plus d'ambulance. Aucune réaction n'est venue du ministère de tutelle malgré les nombreuses démarches de la direction de l'hôpital.

Conséquence, le malade devant être évacué de cet hôpital vers un CHU est obligé de se débrouiller à ses frais et selon ses moyens. Qu'est ce que cela signifie, quand on sait que la

grande majorité des malades ont déjà mille problèmes pour acheter les médicaments et effectuer les analyses médicales?

Cet exemple est un, parmi tant d'autres, qui montre à quel point ceux qui se succèdent au pouvoir sont de bandes de criminels. Ils vivent dans un autre monde, ont d'autres priorités et sont plus sensibles aux appels venant de la classe aisée.

LE GROUPE CIE-SODECI PRIVE LES POPULATIONS PAUVRES
DES BAS QUARTIERS D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ

Depuis plus d'un mois, les populations du quartier d'Abobo Sagbé appelé communément "derrière les rails" et ceux d'Anokoua extension et village sont plongés dans le noir. De plus, une grande partie du quartier Sagbé est privée d'eau courante, rendant la vie déjà misérable, encore plus intenable.

L'eau, source de vie pour l'homme, ne devrait pas être la propriété d'un individu ni d'un groupe à titre privé. Mais l'Etat en a décidé autrement en bradant cette structure au groupe "Bouygues". Depuis 2001, l'Etat s'est totalement désengagé de toute subvention. Dès lors, pour avoir un compteur d'eau, il faut déboursier la somme de 180.000Fcfca au lieu des 20.000Fcfca. C'est à dire 9 fois plus d'argent qu'auparavant. Dans ces conditions, comment un travailleur touchant le Smig qui est de 36.000Fcfca peut-il acquérir son compteur d'eau ?

En plus, le groupe Bouygues, pour engranger beaucoup de bénéfices, ne mène aucune politique d'investissement sur le réseau électrique et les canalisations pour l'adduction d'eau potable.

Dès cet instant, des individus se sont livrés à un commerce de vente d'eau et d'électricité. Ces derniers trafiquent des lignes électriques et des canalisations d'eau depuis les lignes de base sans passer par un compteur. Dans ce commerce lucratif pour ces trafiquants, si le groupe Bouygues se considère, d'ailleurs à tort comme perdant, c'est la population qui fut grugée et d'ailleurs l'est toujours. Elle est obligée de payer le seau d'eau à la pompe à des revendeurs, à un prix très élevé.

Il faut signaler que pour prendre comme prétexte les mauvais branchements et les canalisations anarchiques, le groupe Bouygues a

L E U R S O C I E T E

pendant des mois procédé à des coupures intempestives d'eau et d'électricité. Ceci s'ajoutant aux délestages ont fait des dégâts matériels dans plusieurs foyers. Beaucoup ont vu leurs appareils ménagers endommagés. Même le jour de la fête de nouvel an, fête de réjouissance devenue très populaire, la CIE a privé la moitié de la commune en électricité

Et c'est cette société qui, sous prétexte de lutter contre le trafic des branchements parallèles, ne cesse depuis quelques temps, de mener la vie dure aux populations des sous quartiers d'Abobo. Sous la protection des commandos militaires de la gendarmerie nationale, les agents procèdent aux démantèlements de toutes les installations parallèles d'eau et d'électricité. Du coup, tout un pan entier du quartier qui n'avait pas auparavant profité d'un plan de lotissement, pouvant leur permettre d'avoir des poteaux électriques et

l'approvisionnement en eau, se trouve dans une situation catastrophique. Quand la nuit tombe, les habitants, de peur d'être cambriolés, se terrent dans des maisons exigües, sous la chaleur. Mais le plus dur c'est, comment faire pour s'approvisionner en eau potable ? Une bassine d'eau qui d'ordinaire coûtait 25 Fcfa a triplé de prix, passant carrément à 75F. Et on est déjà très heureux d'avoir cette bassine car les points de vente d'eau sont rares et c'est surtout tardivement dans la nuit que ces particuliers ouvrent leur robinet. La conséquence de cette situation c'est que depuis le début de cette campagne, la majorité des enfants de ce bas quartier ne se lavent plus les soirs avant de se coucher. Et dire que dans ces quartiers très pauvres, les enfants n'ont pas d'autres moyens de réjouissance que de jouer au ballon, pour les petits garçons ou de jouer avec des boîtes de conserve par terre, pour les petites filles, le risque de contracter des maladies est très grand.

INSÉCURITÉ À ABIDJAN: UNE SITUATION PLUS QUE PRÉOCCUPANTE

L'insécurité à Abidjan devient de jour en jour un problème insurmontable. Les agressions, les braquages et autres vols sont monnaie courante.

À Abobo Habitat, dans le début de ce mois d'avril 6 individus armés de fusils à canons sciés ont attaqué un "maquis" (buvette) dans les environs de minuit. Ce n'était pas le premier maquis à avoir reçu ce genre de visite dans le quartier.

Dans le quartier d'Abobo qui environne la station "Mobil" à l'entrée de la commune, c'est un jeune homme qui a reçu en pleine gorge une balle provenant d'un échange de tirs entre policiers et braqueurs. Il a eu la langue tranchée. Il a reçu des soins qui le mettent hors de danger, mais il ne retrouvera peut-être plus l'usage de la langue.

À derrière rails, des hommes armés ont fait irruption dans des cours

L E U R S O C I E T E

communes puis ont dépouillé leurs habitants.

Ces quelques cas ont eu lieu ce mois d'avril. On pourrait en citer encore bien d'autres. Et cela s'étend à Abidjan et à tout le pays.

Le noeud du problème de l'insécurité reste le chômage, la pauvreté et la misère. Cette situation est encore aggravée par les conflits dans le pays et la sous-région; ce qui favorise la circulation des armes à feu en grande quantité et aussi la familiarisation des individus avec ces armes.

Pour faire face à la situation, tout ce que les autorités trouvent de mieux à faire c'est de temps en temps

organiser des séminaires ou conférences. Après cela, on dresse des barrages à tous les points de la ville pour soi disant contrer les bandits. Mais très vite ces barrages deviennent plutôt des points pour rançonner les automobilistes. On publie aussi souvent dans les journaux quelques photos de bandits abattus par la police. Cette répression, même si elle s'amplifiait, ne pourrait jamais juguler le flot du banditisme. Au contraire, elle multiplierait le nombre de bavures et rendrait les agressions plus violentes.

Pour combattre le banditisme et faire face à la criminalité, il faut obliger les patrons et l'Etat à résorber le chômage en répartissant le travail entre tous.

ABIDJAN SOUS LES ORDURES: C'EST LA FAUTE AUX AUTORITÉS!

Depuis le 22 avril, l'enlèvement des ordures par les camions de ramassage a recommencé. Ceci après une interruption de près de trois semaines. Partout à Abidjan, c'était d'énormes tas d'ordures qui parfois envahissaient les routes. On mettait les déchets partout où on le pouvait. Cette situation avait fait craindre des épidémies de choléra, de typhoïde surtout avec la saison pluvieuse qui s'annonce.

Cette situation prévalait parce que les habitants du village d'Akouédo

refusaient tout accès à la décharge voisine du village. Et pour cause!

Après avoir respiré ces odeurs seulement pendant quelques semaines, on imagine aisément ce que doit être leur calvaire, eux qui les respirent, depuis des années.

Il y a non seulement les odeurs mais toutes les maladies tels le choléra, la dysenterie, la typhoïde que les insectes et les rats peuvent véhiculer. Et à plus long terme, il y a les effets néfastes de la contamination de l'eau.

L E U R S O C I E T E

La réouverture de la décharge a été possible grâce à la promesse des autorités de construire un hôpital, de donner un terrain à la population et de faire des vaccinations. C'est la moindre des choses que ces besoins soient satisfaits. Ce n'est pas cher payé pour des autorités qui depuis des années se sucent sous forme de millions que la population paye en taxes pour l'enlèvement des ordures. Alors s'il ne sert pas à faire correctement le boulot, cet argent va bien quelque part.

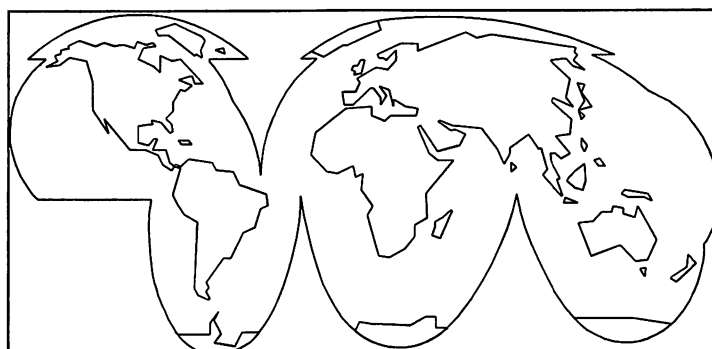
Sûrement pas dans les poches des travailleurs des sociétés de ramassage dont les salaires sont insuffisants. On a même découvert lors de leur récente grève qu'ils peuvent ne pas être payés pendant plusieurs mois!

Même le président n'a pas manqué cette occasion pour se faire un peu de pub, en allant à Akouédo.

Election oblige. L'hypocrisie de ces gens est sans limite! Ce n'est pourtant pas les signes qui ont manqué. A plusieurs reprises déjà, les habitants de ce village s'étaient opposés à la venue des camions et plusieurs fois déjà, ils avaient attiré l'attention des autorités sur leurs manques d'infrastructures sanitaires. Mais rien n'a été fait jusqu'à aujourd'hui.

Pour régler définitivement le problème des ordures, les autorités promettent un centre d'enfouissement d'ici 3 mois. Espérons que ce projet voie le jour. Mais ce n'est pas seulement d'un centre dont la population a besoin mais aussi que le ramassage des ordures soit bien fait. Il y a des quartiers à Abidjan où le passage des camions poubelles se fait rare. Ensuite, il faut des poubelles et des caniveaux pour empêcher des stagnations d'eaux sales qui sont sources de maladies.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC: UN ACCIDENT GRAVE A IMPUTER AUX PROFITS PATRONAUX

Un travailleur a été sermonné par son chef tout simplement parce que celui-ci a arrêté sa machine à quelques minutes de la fin de ses heures de travail. Sous la pression, le travailleur s'est vu obligé de manipuler la machine sous l'oeil vigilant de son chef. Dans l'empressement, il a glissé et son bras a été pris dans la machine. Les différentes interventions de ses collègues pour le secourir ont été vaines. Malheureusement, son bras a été broyé.

Cet énième accident parmi tant d'autres est le quotidien des

travailleurs. Mais, ici comme ailleurs, les patrons sont sans remord. Leur devise c'est : exploiter, exploiter pour ensuite jeter à la rue un travailleur qui devient non productif. Nombreux sont les travailleurs qui à la suite d'un accident comme celui-ci, ont été jetés à la rue par le patron. Pendant ce temps, leur richesse n'arrête pas de s'accroître sur le dos des travailleurs.

Ce père de famille qui se retrouve handicapé à vie est une victime de la courses aux profits des patrons. Ca ne peut pas durer comme ça.

BÂTIMENT : LES TRAVAILLEURS DE ROSIERS GAGNENT UNE PREMIÈRE VICTOIRE SUR LEUR EMPLOYEUR

Les deux cent travailleurs que la SCI les Rosiers a mis sur le carreau en 2002, viennent de remporter leur première victoire sur leur employeur.

En effet ces travailleurs ont été jetés à la porte par la direction qui prétend qu'ils sont des tâcherons et non des travailleurs employés directement par elle. Les travailleurs ont porté plainte à l'inspection de travail d'Adjamé qui leur a donné raison. Malgré le verdict de l'inspection

de travail qui condamnait la direction à payer des indemnités aux travailleurs, la direction avait une attitude pour une fin de non recevoir. Elle se contenta de leur dire qu'ils pouvaient se plaindre à la justice si bon leur semblait. Les travailleurs, pour protester et réclamer leurs dus, avaient organisé plusieurs manifestations, tant devant la direction des Rosiers à Marcory que devant le district de Cocody. Mais ils ont été toujours refoulés aussi bien par les

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

patrons que par les autorités d'Etat. C'est suite à ces échecs que les travailleurs se sont résolus avec bien des réticences, car ils voulaient un règlement à l'amiable, à aller porter plainte contre leur employeur, il y a de cela deux ans. Et comme les travailleurs savaient bien que la justice est une organisation liée à la classe riche, ils n'ont pas baissé les bras. Ils ont multiplié des manifestations à chaque procès. Leur mobilisation leur a permis d'avoir un résultat dans un intervalle de 1 an allant de la date du dépôt à la date de la délibération.

Mais évidemment, comme la justice est effectivement au service des patrons, contre toute attente, le juge, en condamnant la SCI les Rosiers, a pris soin de la protéger afin qu'elle ne pas paye pas beaucoup d'argent aux travailleurs.

Le juge a reconnu que l'entreprise a fait du faux, mais il s'est très vite ressaisit en tant que défenseur des riches, en donnant une nouvelle forme juridique au contrat litigieux. C'est ainsi que nous sommes passés d'un contrat que

Rosiers lui-même qualifie de "contrat de tâcheronnat" à un "contrat à durée déterminée à terme imprécis" selon le juge. Cette nouvelle qualification du contrat permet à l'employeur de ne verser que la modique somme de 100.000 Fcfa par travailleur pour non remise de certificat de travail après licenciement.

Mais où les choses sentent la corruption, c'est que quand quelqu'un fait du faux, il est condamné non seulement pour le faux mais en plus, il doit dédommager celui à qui il a causé ces torts. Or ici, le juge a reconnu le faux mais pour couvrir la SCI les Rosiers, il a refusé le dédommagement en faveur des travailleurs.

Les travailleurs non contents du verdict tronqué, ont demandé à leur avocat de faire appel au jugement rendu. L'affaire connaîtra certainement des rebondissements car les travailleurs sont très déterminés et mobilisés pour aller jusqu'au bout. Affaire à suivre !



CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.